

...Report de la session sur le projet de résolution du renouvellement du mandat de la MINURSO

🕒 Publié Le : Jeudi, 28 Octobre 2021 10:47 👁 Lu : **464** fois

🖨 Imprimer (/monde/129539-sahara-occidental-report-de-la-session-du-conseil-de-securite-sur-le-projet-de-resolution-du-renouvellement-du-mandat-de-la-minurso?tmpl=component&print=1)

✉ Envoyer (/component/mailto/?tmpl=component&template=aps-t3&link=f3aaaf7c7db320e449f8ec7b66ed1ef31808c209)

🔄 Partagez



ALGER- La session prévue, mercredi au niveau du Conseil de sécurité pour examen du projet de résolution sur le renouvellement du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

(MINURSO) devant expirer le 31 octobre, a été reportée, a-t-on appris d'une source proche du sujet.

Ce report vient après la réserve et l'opposition de la Russie "qui a une position forte et connue depuis 2018" sur certains contenus du projet de résolution dont le vote devrait avoir lieu vendredi, a souligné la même source.

Contacté par l'APS, le représentant du Polisario auprès de l'ONU, Sid Mohamed Ammar a déploré la position de la France "qui a empêché l'inclusion des droits de l'homme dans le texte de résolution" sur le prolongement du mandat de la MINURSO jusqu'au 31 octobre 2022.

"La mouture de la résolution ne reflète pas la nouvelle réalité sur le terrain, notamment après la violation flagrante marocaine du cessez-le-feu le 13 novembre de l'année écoulée", a rétorqué le diplomate sahraoui.

Le président de la RASD, Brahim Ghali avait affirmé qu'il "est désormais urgent d'élargir le mandat de la

MINURSO pour inclure un mécanisme des droits humains, afin de surveiller la situation des droits humains dans un cadre indépendant et impartial, de manière globale et régulière" dans la zone de mission.

En prévision de cet évènement qui intervient dans un contexte de guerre entre les deux parties en conflit, le Front Polisario et le Maroc, suite à la violation par ce dernier du cessez-le feu dans la zone tampon d'El-Guerguerrat le 13 novembre 2020, des responsables sahraouis et plusieurs parties épris de paix dans le monde ont appelé le Conseil de sécurité "à prendre des mesures concrètes contre l'occupant marocain en vue de le pousser à se conformer aux résolutions onusiennes prônant la résolution de ce conflit qui ne cesse de s'éterniser".